

Au cours du règne de l'ancien premier ministre Louis Saint-Laurent, un des grands experts du pays en matière constitutionnelle, le gouvernement fédéral s'est intéressé activement au programme national du logement. Mais c'est le gouvernement du très honorable représentant de Prince Albert (M. Diefenbaker) qui a su comprendre les problèmes du logement. En un an, il a obtenu 700 millions de dollars destinés à la construction de maisons, afin que les Canadiens puissent vivre avec leurs familles dans des maisons convenables. La crise ne vient pas tout juste de se manifester. Elle existait au moment des dernières élections. Une des grandes erreurs des citoyens est d'élire des gouvernements sur la foi de divers slogans comme «la réforme», «la nouvelle frontière», «60 jours de décision» et «la société juste».

• (4.40 p.m.)

Une voix: Il y a aussi «Suivez John».

M. Woolliams: Et il faisait bon le suivre. A propos de slogans, il m'en revient un autre à l'esprit, «King ou le chaos» et, lorsque M. King a été élu, nous avons eu les deux. Je souscris à l'opinion exprimée par d'autres députés selon laquelle le logement est une responsabilité nationale et le gouvernement ne remplit pas ses obligations sous ce rapport. A mon avis, un tout petit effort de la part de n'importe quel gouvernement suffirait pour ouvrir les négociations et les consultations avec les provinces et les villes.

Je viens de recevoir un télégramme de la ville de Calgary:

Calgary est l'une des rares villes canadiennes qui aient proposé un programme de recherches sur l'habitation. Elle est aussi l'une des rares qui soient disposées à investir dans l'habitation des sommes provenant de la caisse de retraite de ses employés municipaux.

Elle n'attend que les directives du gouvernement fédéral.

Nous insistons pour que Calgary devienne, dans l'Ouest, le centre des recherches sur l'habitation. Nous avons les bâtisseurs voulus, les terrains nécessaires, un service complet d'urbanisme et une proposition toute prête qui n'attend plus que l'approbation du gouvernement fédéral.

La ville de Calgary dit donc au gouvernement: «Nous disposons de toutes les installations voulues. Nous avons des terrains; nous avons les hommes qu'il faut. Tout ce qu'il nous manque, c'est une directive de la part du gouvernement fédéral et une ligne de conduite qu'il pourrait nous tracer.»

Comme le signalent de récents articles de journaux, le cabinet a accepté de financer le projet de la ville d'Ottawa au moyen d'une hypothèque de 6\$. La question du logement est urgente à Calgary, car des gens y viennent de tout le Canada et compliquent le problème. Vu l'incertitude am-

[M. Woolliams.]

plifiée par le départ de M. Hellyer, nous pensons qu'une décision fédérale s'impose sans délai pour permettre la construction de maisons cette année.

Le télégramme est signé par les conseillers Eric Musgrave et Adrian Berry. J'ajoute qu'aux avant-dernières élections, le conseiller Berry était candidat libéral dans la circonscription de Calgary-Centre remportée par l'ancien ministre de la Défense nationale (M. Harkness) et il dit maintenant, comme le ministre des Transports, que le gouvernement n'est pas à la hauteur de la tâche.

Je ne partage pas l'opinion de certains préopinants. Au cours de la campagne électorale, le premier ministre n'a rien promis et, croyez-moi, à voir ce qui s'est produit depuis qu'il est premier ministre, il a exécuté ce programme au-delà de mes espérances. Maintenant, il annonce pour toute mesure, l'introduction d'un projet de loi qui prolongerait les paiements sur les hypothèques de 30 à 40 ans. Quel en sera l'effet? Prenons, par exemple, une hypothèque de \$10,000. Quel sera le résultat dans la période actuelle d'inflation?

Je vous lirai maintenant un passage de l'article de Richard H. Steacy dont j'ai déjà parlé, et publié dans le *Star* de Toronto. Il donne une ventilation des versements pour une hypothèque de \$10,000 et déclare:

Une particularité saisissante de ce tableau est l'écart entre les mensualités d'une hypothèque de 40 ans et une de 30 ans, c'est-à-dire exactement dix ans. Il s'élève à \$2.94 par mois.

Ce n'est pas une solution. Nous avons besoin d'un bon programme d'habitation. Les villes ont les terrains voulus. Les provinces peuvent collaborer avec les villes. Il faut simplement que le gouvernement fédéral assume sa responsabilité et négocie aux niveaux provincial et municipal par l'intermédiaire des provinces pour qu'on se mette à l'œuvre. Comme le gouvernement ne voulait pas agir, le ministre des Transports a démissionné.

Je ne peux pas en dire beaucoup plus long au sujet de l'habitation. Au cours de la campagne électorale, la principale excuse invoquée par le gouvernement était la rareté de l'argent. Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas preuve d'initiative? Les États-Unis viennent d'adopter une nouvelle loi nationale en vertu de laquelle les municipalités peuvent emprunter à des taux raisonnables d'intérêt. En vertu de ce programme, les particuliers peuvent placer leur argent dans la caisse nationale jusqu'à concurrence de \$20,000 et l'intérêt versé n'est pas imposable. Cela signifie que les municipalités américaines peuvent emprunter au taux de 5 p. 100.

Une fois ce débat terminé, le gouvernement devrait certainement charger un ministre de donner suite à certaines recommandations de l'ancien ministre. Il devrait s'attaquer à cette tâche. Il n'est pas nécessaire que je parle